



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N° 47 du 17 au 29 juin 2024



Déficit public excessif en Belgique, France, Italie, Hongrie, Malte, Pologne et Slovaquie !

Le mercredi 19 juin 2024, la Commission européenne a informé de l'ouverture d'**une procédure pour déficits excessifs** les gouvernements de 7 Etats membres, du fait que leurs budgets dépassent la limite des déficits publics fixée à 3% du Produit Intérieur Brut (PIB) par le pacte de stabilité et de croissance et leurs dettes ne doivent dépassées plus de 60% du PIB. Déjà en 2020, le Conseil de l'UE avait statué sur le déficit excessif de la Roumanie et selon le rapport de la Commission, les autorités de celle-ci n'ont pas engagé d'action efficace pour remédier à cette situation.

Depuis 1997, le **Pacte de stabilité et de croissance** est un instrument de surveillance des dettes et des déficits des pays membres de l'UE afin de garantir la solidité budgétaire des Etats de l'Union européenne. Il a été suspendu pendant trois ans du fait de la crise économique due à la pandémie du Covid, puis à la guerre en Ukraine mais il est de nouveau en vigueur depuis le 30 avril 2024 dans une version révisée. Il prévoit en principe des sanctions financières à hauteur de **0,1% du PIB** par an pour les pays qui ne mettront pas en œuvre les corrections imposées, "*soit près de 2,5 milliards d'€ dans le cas de la France*" souligne le journal La Croix et Le Figaro note "*depuis la création de l'euro, la France a été la plupart du temps en procédure de déficit excessif. Elle en était toutefois sortie depuis 2017*".

L'Union européenne a réformé les règles de stabilité, puisqu'elles ne sont jamais appliquées car inefficaces ou contre-productives. Les nouvelles dispositions entrées en vigueur en 2024 maintiennent les plafonds des dettes du pays à 60% du PIB et le déficit public de 3% du PIB, mais les Etats ont désormais **de 4 à 7 ans** pour les atteindre avec des plans de réformes adaptés à la situation de chaque pays. Chaque année avant l'été, les gouvernements de l'Union européenne débattent de leurs projets économiques nationaux avec la Commission européenne et le Conseil de l'UE présentant leurs objectifs de dépenses et la manière dont les investissements et les réformes seront repris. Après avoir publié ses recommandations par pays, au mois de juin de chaque année, la Commission évalue les plans nationaux avant que le Conseil de l'UE ne les approuve.

Source : Toute l'Europe du 19 juin 2024



Les "Top Jobs" de l'Union européenne : La désignation par les Etats membres !

Dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 juin 2024, les dirigeants des 27 pays membres de l'Union européenne ont confirmé les nominations de **Mme Ursula von der Leyen** comme Présidente de la Commission européenne, **Mr Antonio Costa** Président du Conseil européen et **Mme Kaja Kallas** au poste de chefe de la diplomatie de l'UE. Suite aux élections européennes du 9 juin 2024, dès mardi dernier, un accord avait été conclu entre les conservateurs, les sociaux-démocrates et les centristes, au grand dam de la première ministre italienne Giorgia Meloni écartée des négociations. Le nouveau Parlement européen doit valider à la majorité de ses membres (720 députés), l'attribution de ces postes.

Le Parti Populaire Européen (conservateur) principal vainqueur des élections, revendique **la Présidence de la Commission** en proposant pour un deuxième mandat de 5 ans Mme Ursula von der Leyen (65 ans) une ancienne ministre allemande de la famille (2005), du travail (2009) et de la Défense à partir de 2013. Monsieur Antonio Costa (62 ans), 8 mois après avoir démissionné de son poste de Premier ministre socialiste du Portugal, (du fait d'un scandale de corruption dans son gouvernement touchant un collaborateur, mais il n'avait pas été poursuivi) le Gandhi de Lisbonne comme on le surnomme, ressuscité à Bruxelles comme **Président du Conseil européen**, qui regroupe les chefs d'Etats et de gouvernements dans l'UE.

La Première ministre estonienne, la libérale Mme Kaja Kallas (47 ans) a été choisie pour succéder à l'espagnol Josep Borrell au poste de **haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères**. Elle s'est dite "*Honorée*" et elle a ajouté "*c'est une énorme responsabilité. La guerre en Europe, l'instabilité croissante dans notre voisinage et dans le monde sont les principaux défis de la politique étrangère européenne*"

Source : European Union <https://european-union.eu>



Présidence hongroise de l'Union européenne : Quelles priorités ?

A partir du 1er juillet 2024, la Hongrie assure **la présidence du Conseil de l'Union européen** jusqu'au 31 décembre de cette année. Le 18 juin 2024, la présidence hongroise a présenté les priorités de son mandat. Celui-ci s'ouvre dans une période de transition

pour les institutions européennes qui a débuté au lendemain des élections européennes de juin 2024, comme l'installation du nouveau Parlement européen, l'élection du Président de la Commission européenne et la désignation des commissaires européens, la prise de fonction du nouveau président du Conseil européen, ainsi que l'investiture de la Commission qui sont à l'agenda des 6 prochains mois. C'est la présidence hongroise qui doit assurer le bon fonctionnement des institutions européennes pendant cette période de mise en place d'un nouveau cycle institutionnel.

La présidence hongroise du Conseil de l'UE dont le programme élaboré conjointement avec l'Espagne (de juillet à décembre 2023) et la Belgique (de janvier à juin 2024) dont les présidences viennent d'avoir lieu, présente les sept priorités :

- **la compétitivité** : poursuivre les travaux au sein du Conseil de l'UE sur l'enseignement supérieur européen, le [Livre blanc de la Commission sur les infrastructures numériques](#) ainsi que la signature par l'UE de la [Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle \(IA\)](#)
- **la défense européenne** : soutenir un renforcement de la coopération entre les États membres en matière de marchés publics de défense ;
- **une politique d'élargissement fondée sur le mérite** : faire avancer les [négociations d'adhésion des pays des Balkans occidentaux](#) ;
- **l'immigration illégale** : travailler sur la dimension externe des migrations (meilleure coopération avec les États tiers, renforcement des mesures de la politique de retour et recherche de solutions innovantes dans la gestion de la politique de l'asile et des routes migratoires) ;
- **la politique de cohésion** : lancer un dialogue stratégique sur la politique de cohésion après 2027 ;
- **une politique agricole commune centrée sur les agriculteurs** : placer les agriculteurs au centre des réflexions sur la future Politique agricole commune ;
- **les défis démographiques.**

La présidence hongroise clôture les 18 mois du trio Espagne, Belgique, Hongrie qui a commencé le 1er juillet 2023

Source : *Vie Publique.fr*

